

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nantes, le 12 juin 2026

Bilan du budget 2025 :

Des investissements qui progressent et une situation financière qui s'améliore

Comme la loi l'impose, la Région présentera, lors de la session du conseil régional, le 25 juin prochain, son compte financier unique (CFU), qui est la photographie précise de l'exécution du budget de l'année antérieure. En l'occurrence, l'année 2025 dont le budget a fait couler tant d'encre. Rappelons que le CFU est un document officiel, validé par un commissaire aux comptes indépendant et les services du ministère des Finances.

Dans un contexte économique très dégradé, la Région est parvenue, comme elle s'y était engagée, à maintenir un niveau d'investissement élevé et en progression d'une année sur l'autre : + 17 millions d'euros entre 2024 et 2025. A noter que, sur la même période, les investissements des régions françaises ont diminué, selon la Cour des Comptes, de 14,8%. Une hausse qui est, notamment, dirigée vers la jeunesse, avec des investissements records dans nos lycées, à hauteur de 120 millions d'euros, contre 90 millions en moyenne les années précédentes.

A l'inverse les dépenses de fonctionnement ont diminué, et ce de façon très nette. L'effort d'économies de 82 millions d'euros annoncé a été tenu, et a permis non seulement de soutenir un haut niveau d'investissement, mais aussi d'améliorer significativement les capacités de désendettement de la Région.

Fin 2024, ces capacités étaient évaluées à 8,7 années. Fin 2025, elles se situaient à 6,8 années, soit un gain de presque 2 années – aucune autre région française ne fait aussi bien.

Il est essentiel de rappeler que cette amélioration s'est effectuée sans recours à des impôts supplémentaires, contrairement à 11 des 13 régions métropolitaines, qui ont choisi d'augmenter la taxe sur les cartes grises.

« Nous avons fait des choix difficiles mais cohérents : en recentrant la Région sur ses grandes compétences, en priorisant nos investissements, en réduisant nos dépenses de fonctionnement, en refusant la facilité du recours systématique à l'impôt, nous démontrons qu'il est non seulement possible de continuer d'agir, mais aussi d'améliorer la situation financière de la collectivité. Nous avons été très durement critiqués et attaqués, mais force est de constater que nos choix étaient les bons, et qu'ils nous permettent de mieux affronter une situation économique qui ne cesse de se dégrader », estime Christelle Morançais.